

The Long Road Towards the Recognition of the Informal Economy in Vietnam: From Scientific Issues to Political Economy

Jean-Pierre Cling^{1,*}, Nguyễn Hữu Chí²,
Mireille Razafindrakoto³, FranMireille Razafindrakoto³

¹*Chercheur associé à DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation)-IRD*

²*Université nationale d'économie de Hanoi*

³*IRD, DIAL*

Received 19 June 2020

Revised 10 July 2020. Accepted 30 July 2020

Abstract : In 2004, a delegation from the General Statistics Office (GSO) of Vietnam requested support from INSEE (the French Statistical Office) for measuring the informal sector. INSEE forwarded the request to IRD (the French Institute of Development Research) researchers who were recognized experts of this subject. In 2018, history repeated itself: GSO requested INSEE again for support on measuring the non-observed economy, and INSEE forwarded again the request to the same researchers. In the meantime, two teams of IRD researchers succeeded on the field, ensuring a permanent presence in Vietnam and developing partnerships and ambitious work programmes on this subject. After fifteen years of experience, this article aims at drawing the lessons, presenting the results and the perspectives of this research on the informal economy in Vietnam. This article presents the scientific results as well as the political economy of this scientific object which has strong political implications. The Vietnamese case is replaced in the South East Asian context, as this programme has had extensions in the sub-region.

Keywords : Informal economy - statistics - labor market – Vietnam.

* Corresponding author.

E-mail : cling.jean-pierre@orange.fr; huuchi.neu@gmail.com; razafindrakoto@dial.prd.fr;
roubaud@dial.prd.fr

La longue marche vers la reconnaissance de l'économie informelle au Vietnam : des enjeux scientifiques à l'économie politique

Jean-Pierre Cling^{1,*}, Nguyễn Hữu Chí²,
Mireille Razafindrakoto³, FranMireille Razafindrakoto³

¹*Chercheur associé à DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation)-IRD*

²*Université nationale d'économie de Hanoi*

³*IRD, DIAL*

Reçu le 19 juin 2020

Relu et modifié le 10 juillet 2020. Accepté le 30 juillet 2020

Résumé : En 2004, une délégation de l'Office Général de la Statistique (OGS) du Vietnam sollicitait un appui de l'INSEE pour la mesure du secteur informel, qui l'orientait vers des chercheurs de l'IRD, spécialistes reconnus de la question. En 2018, l'histoire se répétait : l'OGS se tournait vers l'INSEE pour les aider à quantifier l'économie non observée, qui lui-même faisait appel aux mêmes chercheurs. Entre-temps, deux équipes de l'IRD se sont succédées sur le terrain, assurant une présence continue au Vietnam et développant partenariats et travaux d'envergure sur ce thème. Cet article se propose de présenter, de tirer les enseignements et de dresser les perspectives de ces quinze ans de recherche sur l'économie informelle au Vietnam, tant du point de vue des résultats scientifiques obtenus que du point de vue de l'économie politique d'un objet scientifique à forte connotation politique. Le cas vietnamien sera replacé dans le contexte de l'Asie du Sud-Est, le programme ayant eu des ramifications dans la sous-région.

Mots-clés : économie informelle – statistiques – marché de l'emploi – Vietnam.

1. Introduction

En 2004, une délégation de l'Office Général de la Statistique (OGS) du Vietnam sollicitait un appui de l'INSEE pour la mesure du secteur informel, qui l'orientait vers des chercheurs de l'IRD, spécialistes reconnus de la question. En 2018, l'histoire se répétait : l'OGS se tournait vers l'INSEE pour les aider à

* Coordonnées des auteurs.

Courriel : cling.jean-pierre@orange.fr; huuchi.neu@gmail.com; razafindrakoto@dial.prd.fr; roubaud@dial.prd.fr

quantifier l'économie non observée, qui lui-même faisait appel aux mêmes chercheurs. Entre-temps, deux équipes de l'IRD se sont succédées sur le terrain, assurant une présence continue au Vietnam et développant partenariats et travaux d'envergure sur ce thème. Cet article se propose de présenter, de tirer les enseignements et de dresser les perspectives de ces quinze ans de recherche sur l'économie informelle au Vietnam, tant du point de vue des résultats scientifiques obtenus que du point de vue de l'économie politique d'un objet scientifique à forte connotation politique. Le cas vietnamien sera replacé dans le contexte de l'Asie du Sud-Est, le programme ayant eu des ramifications dans la sous-région. La première partie présente le contexte général du Vietnam et les enjeux que pose l'économie informelle au pays. Le programme de recherche est exposé dans la deuxième partie, tandis que la troisième propose un jeu de quelques-uns des principaux résultats obtenus.

2. Le contexte : la question de l'économie informelle au Vietnam

En lançant la politique de *Đổi Mới* (« Rénovation ») en 1986, le Vietnam a adopté un modèle d'« économie de marché à orientation socialiste » combinant un régime de parti unique dirigé par le parti communiste avec un système d'économie de marché (où les entreprises publiques gardent un poids déterminant dans les secteurs-clé) et une stratégie de croissance par l'exportation soutenue par d'importants investissements directs étrangers. Cette politique a été couronnée de succès et le Vietnam est un des pays qui a enregistré les meilleures performances économiques et sociales au niveau mondial au cours des dernières décennies.

Selon l'Office général de la statistique (OGS), la croissance moyenne du PIB s'est élevée à 6,6 % par an entre 1986 et 2018. Compte tenu de la révision en hausse de 25 % du PIB annoncée par l'OGS en septembre 2019, il faut ajouter près d'un point par an de croissance aux chiffres cités précédemment. Avec un PIB par habitant de près de 3 000 USD en 2019, le Vietnam se rapproche de la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (c'est-à-dire des pays en développement les plus avancés), alors qu'il figurait parmi les pays les plus pauvres du monde au début des années 1980.

La croissance des exportations a été remarquable depuis la signature d'un accord commercial bilatéral avec les États-Unis en 2001, puis l'adhésion du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2006. Celles-ci sont composées principalement de biens manufacturés intensifs en main-d'œuvre (textile-habillement et, plus récemment, électronique), et le Vietnam est ainsi en passe de devenir le deuxième exportateur mondial de vêtements, loin derrière la Chine.

Grâce au développement économique mais aussi à des politiques sociales ciblées, la pauvreté a reculé rapidement : selon les estimations de la Banque mondiale, 2 % de la population vit dans une situation de pauvreté extrême (au seuil de 1,9 USD par jour, qui constitue la référence pour les objectifs de développement durable), contre 53 % en 1992, l'année la plus ancienne pour laquelle ces données

sont disponibles. Selon les estimations officielles basées sur un seuil national de pauvreté, l'incidence de la pauvreté a été divisée par deux depuis 2010 : de 20,7 % à 9,8 % de la population (2016), cette pauvreté étant concentrée dans les zones rurales.

Le classement du Vietnam en termes de développement humain est très favorable compte tenu de son niveau de développement, reflétant des politiques publiques de santé et d'éducation bénéficiant largement à la population. Le Vietnam est ainsi classé au 48^e rang sur 157 pays dans l'indice de capital humain de la Banque mondiale et au deuxième rang parmi les pays de l'ASEAN¹, derrière Singapour.

L'accès des ménages aux services publics (eau, électricité, etc.) s'est aussi amélioré considérablement en quelques décennies. En 2016, 99 % de la population s'éclairait à l'électricité, contre seulement 14 % en 1993. L'accès à de l'eau potable en zones rurales est quant à lui passé de 17 % à 70 % (plus de 95 % en zones urbaines) au cours de la même période.

Malgré la transformation économique et sociale en cours, l'économie garde une structure duale caractérisée par un secteur traditionnel en déclin relatif mais au poids toujours très prégnant, tandis que le secteur moderne progresse régulièrement tout en gardant encore un poids marginal pour ce qui est du secteur privé (donc hors fonction publique). Le poids de l'agriculture y est toujours massif, en dépit d'un exode rural continu depuis plusieurs décennies. À la fin des années 2000, la moitié de la population active était toujours employée dans l'agriculture, principalement dans des exploitations familiales de subsistance (seulement 38 % en 2018).

Dans un contexte de forte croissance démographique (la population du Vietnam a atteint 97 millions en 2018, contre 60 millions en 1986, soit +1,5 % par an)², et de réduction de l'emploi agricole, le secteur moderne peine à absorber le surplus annuel de main-d'œuvre. Ainsi, en ville les petits métiers de rue sont légion (restauration, commerce, services, construction, etc.), et les salariés employés dans de grandes entreprises (nationales ou étrangères) minoritaires. Autour de Hanoï, des dizaines de villages de métier se spécialisent par ailleurs dans des activités informelles de production de vêtements, de recyclage plastique, etc. (Fanchette, 2017).

S'il apparaissait à tous, chercheurs comme simples observateurs, que l'économie informelle était omniprésente au Vietnam, aucune mesure précise du poids de cette économie dans l'économie nationale (en termes d'emploi, de valeur ajoutée, etc.) ni de ses caractéristiques n'était disponible au moment de la conception du programme de recherche présenté dans la partie suivante, de sorte que les estimations les plus fantaisistes circulaient à ce sujet.

¹ Association des Nations de l'Asie du Sud-Est. L'ASEAN comprend 10 pays membres.

² Suite à la transition démographique, cette population pourrait quasiment se stabiliser autour de 110 millions d'habitants dans les prochaines décennies (GSO et UNFPA, 2016).

3. Le programme de recherche

Dans ce contexte spécifique du Vietnam, nous avons lancé en 2006 un programme de recherche sur l'économie informelle avec un double défi : un défi statistique, car il s'agit de mesurer ce qui par définition échappe à la mesure ; un défi économique, car on vise parallèlement la compréhension du fonctionnement de cette partie non enregistrée de l'économie. Le programme a été mené en partenariat avec l'Office Général des Statistiques (OGS) ainsi que des centres de recherche, notamment le Centre d'analyse et de prévision (en anglais, *Center for Analysis and Forecasting/CAF*) de l'Académie des Sciences Sociales du Vietnam (ASSV). A la double composante – méthodologique (en statistique) et analytique (en économie) – s'ajoute une troisième : la formation et le renforcement des capacités à destination des cadres de l'OGS et du Ministère de l'emploi, des chercheurs et des étudiants des universités³.

Ainsi, au-delà de la description de l'économie informelle (son poids, les caractéristiques des activités, leurs liens avec le secteur formel), l'objectif était d'identifier ses causes, sa dynamique et la (ou les) logique(s) sous-jacente(s). Ces sujets font l'objet de débats au niveau académique comme politique (Bacchetta *et alii*, 2009 ; Jutting & de Laiglesia, 2009 ; de Soto, 1989 ; Perry *et alii*, 2007). Les questions abordées sont notamment : le secteur informel est-il une composante déconnectée, à la marge de l'économie, constituée d'activités créées par défaut suivant une logique de subsistance et apportant une faible valeur ajoutée ? Ou est-ce que « l'entrée en informalité » est un choix délibéré pour échapper aux régulations et contourner les coûts de la légalisation et de l'enregistrement des activités ?

Partant du constat que les données sont lacunaires pour mesurer de façon fiable et saisir les spécificités du secteur informel au Vietnam, un dispositif *ad hoc* d'enquêtes adapté au cas du Vietnam a été mis en place (Cling *et alii*, 2008). Il se base sur la méthodologie de l'*enquête 1-2-3*, développée par les chercheurs de l'IRD-DIAL, et qui propose une couverture exhaustive des activités du secteur informel (Razafindrakoto *et alii*, 2009 ; Roubaud, 2013), en adéquation avec les recommandations internationales en la matière (OECD *et alii*, 2002 ; ILO, 2013). Le principe de l'*enquête 1-2-3* allie une approche auprès des ménages et auprès des entreprises (ou unités de production) et comprend trois enquêtes emboîtées qui fournissent des informations sur l'emploi (phase 1), sur les unités de production du secteur informel (phase 2), sur la consommation des ménages et la pauvreté (phase 3).

Dans une première étape, dans le cadre d'un projet mené conjointement par l'OGS et une équipe de l'IRD-DIAL basée au Vietnam (2006-2011), deux enquêtes correspondant aux deux phases de l'*enquête 1-2-3* ont été réalisées : d'une part, l'enquête-emploi (LFS), qui existait déjà mais que le projet a contribué à entièrement rénover, a été menée à l'été 2007 auprès d'un échantillon national de 173 000 ménages (phase 1) ; d'autre part, une nouvelle enquête sur les entreprises

³ Voir Cling *et alii* (2008) et Razafindrakoto *et alii* (2008).

individuelles et le secteur informel (*Household Business and Informal Sector* ; HBIS) a été mise en œuvre pour mesurer le secteur informel (phase 2). Elle a été conduite sur le terrain fin 2007 à Hanoï et début 2008 à Hi Chi Minh Ville sur des échantillons représentatifs d'environ 1 600 entreprises des ménages, tirées de l'enquête emploi. En 2009, une deuxième vague d'enquêtes, complétées par des entretiens qualitatifs, ont permis le suivi de l'emploi, du secteur informel et des conditions de vie dans ces deux plus grandes villes du pays. L'analyse des évolutions ont en particulier permis d'identifier et de quantifier les impacts de la crise financière internationale de 2008 (Nguyen *et alii*, 2010).

En 2013, une nouvelle équipe de chercheurs de l'IRD-DIAL ont pris le relais dans le cadre d'un projet international multi-pays – le projet européen NOPOOR (2012-2017) –, avec cette fois-ci comme partenaire central la CAF/ASSV. L'inscription de la suite du programme sur l'économie informelle au Vietnam dans un projet plus axé sur la partie analytique, et en collaboration avec un centre de recherche, a permis de disposer d'une plus grande marge de manœuvre et de lancer une opération de plus grande envergure. Cette configuration a en effet permis d'échapper aux contraintes institutionnelles qui prévalent au sein du système statistique national et qui bloquent les opérations d'enquête pouvant remettre en cause les dispositifs existants. Ainsi, une troisième vague d'enquête sur le secteur informel (HBIS) à l'échelle nationale a été conduite indépendamment de l'OGS entre 2014 et 2015.

Les phases d'investissement lourd, mais indispensable, sur le diagnostic, la méthodologie et la production statistique, ont permis de disposer de données d'enquêtes fiables sur une période allant de 2007 à 2015. Les travaux d'analyse des données statistiques ont pu être approfondis, notamment en étudiant la dynamique temporelle des unités de production (Demenet *et alii*, 2016 ; Nguyen *et alii*, 2013). Les enquêtes 1-2-3 menées à l'instigation de DIAL en Afrique continentale, à Madagascar et en Amérique latine ont été mobilisées pour des approches comparatives (Razafindrakoto *et alii*, 2009 ; Cling *et alii*, 2014).

Parallèlement aux productions académiques, une place majeure a été accordée à la diffusion des résultats et à leur valorisation auprès de différents types d'acteurs nationaux et internationaux⁴. L'organisation et la participation à des conférences publiques, à des réunions d'experts ont été nécessaires pour que les connaissances soient effectivement mobilisées pour informer les débats et les prises de décisions politiques au plus haut niveau, notamment sur la reconnaissance de l'économie informelle et la nécessité de la mesurer. En 2018-2019, l'OGS a à nouveau sollicité l'INSEE et les chercheurs de l'IRD pour mener à bien son projet de mesure de l'économie non-observée à la demande du 1^{er} Ministre (Nghiêm et Roubaud, 2019).

⁴ Les chercheurs de l'IRD ont été sollicités par l'UNESCAP pour les appuyer dans l'adoption et la réalisation d'enquêtes de type 1-2-3 en Asie du Sud-Est dans le cadre du projet "A Unified Data Collection Strategy for Measuring the Informal Sector and Informal Employment".

4. Quelques résultats illustratifs du programme

Pour terminer cet article nous donnons dans cette partie quelques résultats illustratifs et novateurs que le programme a permis de mettre à jour⁵. En premier lieu, l'emploi dans le secteur informel est massif et il persiste dans le temps (Tableau 1). En 2007, les premiers résultats du programme d'enquêtes montraient qu'il représentait près de onze millions d'emplois. Le secteur informel était donc le premier pourvoyeur d'emploi au Vietnam (hors agriculture), puisqu'environ un travailleur sur quatre (et même un sur deux si l'on exclut l'emploi agricole) y exerçait. Dix ans plus tard, la situation avait peu changé en dépit d'une croissance économique impressionnante. Certes, le secteur formel s'est développé le plus vite, mais le secteur informel continue d'employer 23 % de la main-d'œuvre du pays. Le nombre d'emplois dans le secteur informel a cru de plus d'un million, absorbant presque intégralement la chute des emplois agricoles sur la période.

Tableau 1
Distribution des emplois principaux par secteur institutionnel 2007 & 2017

Secteurs Institutionnels	2007		2017	
	Nombre	Structure (%)	Nombre	Structure (%)
Secteur public	4 953 600	10,7	4 953 600	7,6
Entreprises étrangères	907 700	2,0	2 662 100	5,0
Entreprises domestiques	2 646 000	5,7	7 519 200	14,0
Entreprises individuelles formelles	3 583 800	7,8	5 648 100	10,5
Secteur informel non agricole	10 865 800	23,5	12 186 200	22,7
Agriculture	23 118 100	50,0	21 564 700	40,2
Total	46 211 200	100	53 703 700	100

Source : LFS2007, OGS ; calculs des auteurs.

Si maintenant on se tourne vers les emplois informels (non protégés), ils continuent de dominer massivement le marché du travail vietnamien, dont ils constituent même la norme (Tableau 2). Si la part de l'emploi informel dans l'emploi total a légèrement reculé (de 82 % à 79 %) entre 2007 et 2017, plus de quatre millions de postes additionnels ont été créés dans ce secteur, qui comptait près de 42 millions d'emplois en fin de période. Par ailleurs, l'emploi informel n'est pas uniquement concentré dans le secteur informel. Il « colonise » l'ensemble des secteurs institutionnels. Quasiment tous les emplois agricoles et du secteur informel sont informels, mais on les retrouve également et en nombre dans le secteur privé formel, y compris dans les entreprises d'exportation étrangères et jusqu'au secteur public, où un emploi sur dix est informel.

⁵ Pour des résultats détaillés, voir Cling *et alii* (2010), Nguyen *et alii* (2010), Oudin *et alii* (2013), Pasquier-Doumer *et alii* (2017).

Tableau 2
Part de l'emploi informel par secteur institutionnel 2007 & 2017

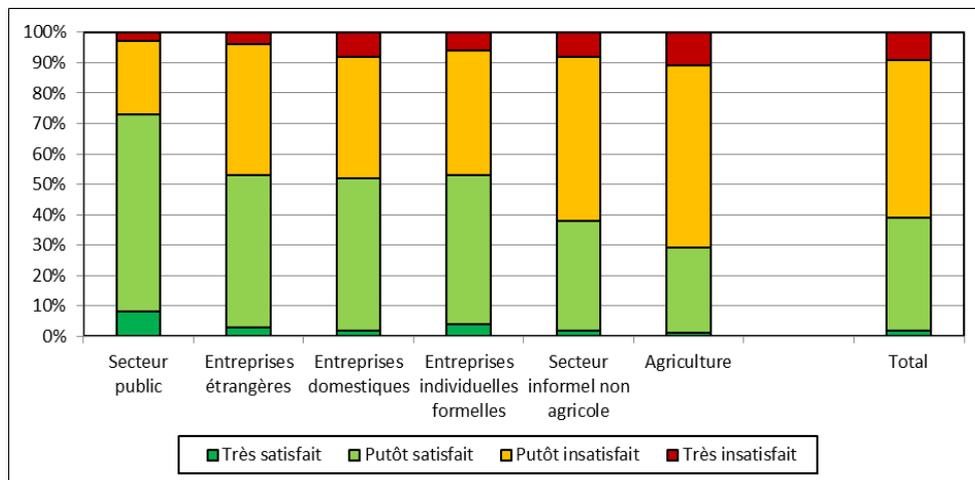
	Nombre (1 000)	Structure (%)	Secteurs Institutionnels					Secteur informel	Agriculture
			Secteur public	Entreprise étrangère	Entreprise Domestique	Entreprise Individuelle formelle			
2007	37 705	81,9	12,3	17,2	52,9	48,0	100	99,0	
2009	38 288	80,5	12,6	12,9	48,0	51,6	100	98,6	
2010	39 539	79,1	9,2	11,4	38,0	52,5	100	98,5	
2017	41 861	78,0	9,6	7,1	29,0	51,2	99,7	99,2	

Source : LFS2007, OGS ; calculs des auteurs.

En second lieu, la non-prise en compte du secteur informel conduit à une sévère sous-estimation du PIB vietnamien. En 2007, les comptes nationaux se basaient sur une enquête auprès des entreprises individuelles (essentiellement formelles) pour estimer la production de ce secteur. Selon cette enquête, il y avait 3,7 millions d'entreprises de ce type au Vietnam. La méthode des enquêtes mixtes décrite plus haut permettait d'en dénombrer 10,1 millions, soit un taux de sous-estimation de 63 %. En 2009, les ordres de grandeurs étaient confirmés (4 millions vs. 10,3 millions, dont 8,1 millions d'entreprises informelles), montrant la robustesse de la nouvelle méthode. Reconduite en 2014, l'enquête mixte mettait à nouveau en évidence la piètre fiabilité de l'enquête officielle, même si le taux de couverture avait légèrement augmenté. La conséquence directe de cet écart est une minimisation de la contribution de ce secteur à la création de richesse. Près de la moitié de la valeur ajoutée créée par les entreprises individuelles (dont les deux-tiers proviennent du secteur informel) échappe aux comptes nationaux. On a pu ainsi estimer qu'en 2007 la valeur ajoutée du secteur informel représentait 20 % du PIB du Vietnam (et 25 % du PIB non agricole). La plus grande part de cette production n'est pas prise en compte, sans que l'on soit capable de savoir précisément combien. En 2014, ces proportions étaient plus faibles (12 % du PIB et 15 % du PIB non agricole), mais toujours substantielles.

En troisième lieu, cette fois au niveau micro-économique, une des principales questions qui se pose est de savoir si les travailleurs du secteur informel sont contraints d'y exercer, faute d'emploi dans le secteur formel, ou au contraire s'ils le choisissent délibérément. Si certaines caractéristiques sont au désavantage des emplois dans le secteur informel (rémunération, précarité), d'autres sont au contraire valorisées (flexibilité, souhait d'être son propre patron, etc.). La meilleure façon de trancher cette question est de s'en remettre aux travailleurs eux-mêmes en les interrogeant sur la satisfaction qu'ils retirent de leur travail, toutes dimensions prises en compte. C'est ce qui a été fait en 2009 et le constat est sans appel (Tableau 3). Le secteur informel est celui qui procure le moins de satisfaction, à l'exception des emplois agricoles, les plus dépréciés. Ceci ne signifie pas qu'il n'y a pas « d'informels heureux », mais que ces derniers sont une minorité, comparé à d'autres types d'emplois.

Tableau 3
Niveau de satisfaction dans l'emploi par secteur institutionnel (2009)



Source : LFS2009, OGS ; calculs des auteurs.

5. Conclusion

Le programme a été un succès, reconnu par tous, y compris les autorités vietnamiennes, aussi bien sur le plan scientifique que sur celui des implications de politiques publiques. Et pourtant encore à ce jour, le dispositif d'enquêtes n'a toujours pas été institutionnalisé au sein du système statistique national, malgré les perspectives qui s'annoncent. On peut alors s'interroger sur les raisons de cette résistance. Pour répondre à cette question, il est nécessaire de faire appel à une approche d'économie politique, la raison statistique n'étant pas toujours la meilleure. Deux raisons principales peuvent être invoquées. La première est d'ordre institutionnel. Reconnaître la sous-estimation massive de l'informel dans le dispositif de statistique publique revient à reconnaître implicitement que jusqu'ici le travail a été mal fait. Cette défaillance pose un double problème : d'une part, en interne à l'OGS, en remettant en cause les instruments en place et en particulier le service en charge de sa mesure ; d'autre part, en entachant la crédibilité de l'institution vis-à-vis de l'extérieur, au premier chef des autorités, encourageant de ce fait son possible courroux. La seconde est plus politique. Une meilleure mesure de l'informel se serait inévitablement traduite par une réévaluation substantielle du PIB, conduisant le Vietnam à se priver d'un accès privilégié aux financements extérieurs accordés aux pays pauvres dans le cadre de l'aide publique au développement, et probablement au retrait des principaux bailleurs de fonds de la scène vietnamienne. L'ironie de l'histoire est que la situation s'est totalement inversée au fil du temps. Depuis l'accession du Vietnam au statut de pays à revenu intermédiaire (2010), le pays doit se financer, au moins en partie, sur les marchés

financiers internationaux. De plus, il est contraint, de par la loi, par une limite supérieure du ratio d'endettement du pays, fixé à 65 % du PIB. Comme le numérateur (le montant de la dette) est connu de tous et ne peut pas faire l'objet de manipulation, la meilleure façon de réduire le ratio n'est-il pas d'accroître le dénominateur (le PIB) ? Dans ce contexte, une réestimation du poids de l'économie informelle, plus conforme à la réalité, apparaît comme un candidat idéal⁶.

Finalement, grâce au programme de recherche, le Vietnam dispose aujourd'hui des outils adaptés pour prendre une mesure réaliste de l'économie informelle et de la volonté politique de le faire (même si ça n'est pas forcément pour de bonnes raisons). Mais cette dernière est capricieuse, et la situation peut encore se retourner. Gageons néanmoins que la raison scientifique finira par l'emporter.

Références

- [1] Bacchetta M., Ernst E. et J.P. Bustamante (2009), *Globalization and Informal Jobs in Developing Countries*, Geneva: ILO and WTO.
- [2] Cling J.-P., Lagrée S., Razafindrakoto M. et F. Roubaud (éds.) (2014), *The Informal Economy in Developing Countries*, Routledge: London/New York.
- [3] Cling J.-P., Nguyễn Thị Thu Huyền, Nguyễn Hữu Chí, Phan T. Ngọc Trâm, Razafindrakoto M. et F. Roubaud (2010), *The Informal Sector in Vietnam: A focus on Hanoi and Ho Chi Minh City*, The Gioi Editions: Hanoi, 247 p.
- [4] Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F., Dô Trong Khanh et Lê Van Duyệt (éds.) (2008), *Measuring the Informal Sector in Vietnam: International Experience and Challenges*, *Statistical Scientific Information Review*, Special Issue, 15, Hanoi.
- [5] Demenet A., Razafindrakoto M. et F. Roubaud (2016), "Do Informal Businesses Gain From Registration and How? Panel Data Evidence from Vietnam", *World Development* 84: 326-341.
- [6] De Soto H. (1989), *The Other Path: The Invisible Revolution in the Third World*, New York: Harper and Row.
- [7] Fanchette S. (dir.) (2017), *Hà Nội, future métropole. Rupture dans l'intégration urbaine des villages*, Marseille : IRD Editions.
- [8] GSO et UNFPA (2016), *Viet Nam Population Projection 2014-204*, Hanoi: UNFPA.
- [9] ILO (2013), *Manual on Surveys of Informal Employment and Informal Sector*, Geneva: ILO Editions.
- [10] Jutting J.P. et J.R. de Laiglesia, eds. (2009), *Is Informal Normal? Towards more and better jobs in developing countries*, Paris: OECD Development Centre.
- [11] Nghiêm Thị Vân et F. Roubaud (2019), "Measuring the non-observed economy in Vietnam: A focus on informal economy", présenté à la conférence *7th IMF Statistical Forum*, Washington D.C., 14 novembre.
- [12] Nguyễn Hữu Chí, Nguyễn Thị Thu Huyền, Razafindrakoto M. et F. Roubaud (2010), "Vietnam labour market and informal economy in a time of crisis 2007-2009. Main findings of the Labour Force Surveys (LFS)", Working Paper No 61675, Washington D.C.: The World Bank.

⁶ De façon fortuite, l'OGS a annoncé en septembre 2019 une révision à la hausse de 25,4 % de son PIB, sans que cela ne soit dû à une meilleure prise en compte de l'économie informelle.

- [13] Nguyễn Hữu Chí, Nordman C.J. et F. Roubaud (2013), “Who suffers the penalty? A panel data analysis of earnings gaps in Vietnam”, *Journal of Development Studies*, 49(12): 1694-1710.
- [14] OECD, IMF, ILO et CIS STAT (2002), *Measuring the Non-Observed Economy. A Handbook*, Paris.
- [15] Oudin X., Pasquier-Doumer L., Phạm Minh Thái, Roubaud F. et Vũ Hoàng Đạt (2013), “Adjustment of the Labour Market in Time of Economic Fluctuations and Structural Changes”, in Nguyễn Đức Thành (éd.), *Vietnam Annual Economic Report 2013: On the Bumpy Road to the Future*, Chapter 6, Vietnam National University Publisher, Hanoi: 263-301.
- [16] Pasquier-Doumer L., Oudin X. et Nguyễn Thang (2017), *The Importance of Household Businesses and The Informal Sector for Inclusive Growth in Vietnam*, The Gioi Editions: Hanoi, 326 p.
- [17] Perry G.E., Maloney W.F., Arias O.S., Fajnzylber P., Mason A.D. et J. Saavedra-Chanduvi (2007), *Informality: Exit and Exclusion*, Washington DC: The World Bank, World Bank Latin American and Caribbean Studies.
- [18] Razafindrakoto M., Roubaud F. et C. Torelli (2009), “Measuring the informal sector and informal employment: the experience drawn from 1-2-3 surveys in African countries”, *African Statistical Journal*, Vol. 9, Special Issue, November, 88-147.
- [19] Razafindrakoto M., Roubaud F., Lê Văn Duyệt (2008), “Measuring the Informal Sector in Vietnam: Situation and Prospects”, *Statistical Scientific Information*, Special Issue on Informal Sector, 2008(1-2): 15-29.
- [20] Roubaud F. (2013), “Mixed surveys using the modular approach”, in ILO, *op.cit.*